

Cote du document: EB 2021/132/R.14
Point de l'ordre du jour: 10 c)
Date: 18 mars 2021
Distribution: Restreinte
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Informations actualisées sur l'utilisation des crédits reportés de 2020

Note à l'intention des représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Saheed Adegbite

Directeur
Bureau de la stratégie budgétaire
téléphone: +39 06 5459 2957
courriel: s.adegbite@ifad.org

Christian Hackel

Spécialiste principal du budget
téléphone: +39 06 5459 2985
courriel: c.hackel@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre Mc Grenra

Cheffe
Gouvernance institutionnelle
et relations avec les États membres
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb@ifad.org

Conseil d'administration — Cent trente-deuxième session
Rome, 19-21 avril 2021

Pour: **Examen**

I. Introduction

1. À sa cent trente et unième session, le Conseil d'administration a approuvé à titre exceptionnel un report des crédits non utilisés dans le cadre du budget ordinaire de 2020 à hauteur d'un pourcentage de 10% (soit 15,79 millions d'USD), et a demandé que des informations actualisées sur l'utilisation de ces fonds lui soient présentées à ses sessions d'avril et de septembre 2021.
2. Le montant approuvé au titre du budget ordinaire de 2020 s'élevait à 157,90 millions d'USD. Au 2 février 2021, après la clôture de l'exercice, le montant final des crédits utilisés du budget ordinaire de 2020 est confirmé à 142,43 millions d'USD, soit un taux d'exécution final de 90,20%. En conséquence, l'enveloppe de crédits reportés de 2020 s'élève à 15,47 millions d'USD (9,80% du budget approuvé de 2020).
3. Le présent document fournit des informations actualisées sur le montant des fonds non utilisés constituant le budget de crédits reportés de 2020, ainsi que sur l'utilisation de ce budget à ce jour. Fin février, une somme de 2,3 millions d'USD avait été engagée. Jusqu'à présent, les engagements ont été déterminés de manière à répondre aux principaux besoins suivants: i) achèvement des principales activités d'évaluation de l'impact et d'amélioration de la qualité – 1,1 million d'USD; ii) renforcement des effectifs et des capacités à l'appui de la continuité des opérations – 0,7 million d'USD; iii) raccourcissement des délais de mise en conformité et amélioration de la gestion des données, de la gestion des risques et de la communication de l'information financière – 0,2 million d'USD.
4. Les priorités suivantes feront prochainement l'objet d'engagements, à savoir: i) initiatives stratégiques; ii) interventions au niveau des programmes; iii) modernisation des bureaux de pays du FIDA.

II. Contexte

5. Lors de l'élaboration du budget, 63% des crédits reportés de 2020 (9,9 millions d'USD) ont été affectés aux activités liées à la COVID-19 et à des activités stratégiques, le solde de 37% (5,9 millions d'USD) étant destiné à financer les prochaines initiatives stratégiques et l'accélération de la phase 2.0 du processus de décentralisation. Du fait de la réduction mineure de l'enveloppe globale de crédits reportés après la clôture des comptes en fin d'exercice (9,8% au lieu de 10,0%), le montant de la réserve stratégique a été ramené à 5,6 millions d'USD, répartis entre les prochaines initiatives stratégiques (4,4 millions d'USD) et la création de nouveaux bureaux de pays dans le cadre de la phase 2.0 du processus de décentralisation (1,2 million d'USD). Le 8 février 2021, le Bureau de la stratégie budgétaire a procédé à l'allocation budgétaire de l'enveloppe préaffectée de 9,9 millions d'USD.

Tableau 1
Utilisation du budget 2020 et crédits reportés
(en millions d'USD)

Dépenses effectives en 2020	142,4
Budget 2020	157,9
Utilisation du budget	90,2%
<hr/>	
Budget 2020 non utilisé	15,5
<i>Crédits reportés affectés aux divisions</i>	<i>9,9</i>
<i>Réserve stratégique</i>	<i>5,6</i>

III. Situation actuelle

A. Répercussions de la crise liée à la COVID-19 et riposte du Fonds

6. La pandémie de COVID-19 continue d'avoir une incidence majeure sur les opérations du FIDA. Par exemple, des évaluations de l'impact n'ont pas pu être réalisées dans divers pays et la perturbation importante des activités des petits exploitants agricoles en Afrique orientale et australe illustre les effets de la crise mondiale. Le FIDA a riposté à la crise en prenant rapidement des mesures pour éviter que les résultats en matière de développement ne soient compromis, mais des problèmes subsistent en ce qui concerne l'exécution des projets et l'appui administratif.
7. En raison des lourdes restrictions à la circulation, la supervision des projets du FIDA a souvent dû être assurée à distance. Des activités de rattrapage doivent être menées en 2021, afin d'assurer la bonne exécution des projets et une supervision convenable sur le terrain. L'enveloppe des crédits non utilisés (9,8% du budget de 2020) a été allouée de manière à permettre au Fonds de mener à bien les engagements pris au titre de la Onzième reconstitution des ressources du FIDA. Elle a notamment servi à faire face aux menaces pesant sur les programmes dans le contexte de l'après-COVID-19, en particulier au risque de disparition d'emplois stables pour les femmes et les jeunes dans les filières ciblées, en facilitant l'accès à des intrants subventionnés, notamment dans le cadre de systèmes de coupons électroniques, à des débouchés commerciaux stables et sûrs et à des services de vulgarisation.

B. Allocation des crédits reportés de 2020

8. Fin février 2021, environ 2,3 millions d'USD avaient été engagés (soit 21%) sur les 9,9 millions d'USD alloués plus tôt dans l'année (voir les informations détaillées à l'annexe I).
9. Le report des crédits de 2020 donne plus de marge pour financer les activités de riposte à la crise liée à la COVID-19 et répondre aux multiples demandes des différents départements en vue de l'exécution urgente de produits importants, en lien notamment avec: les missions clés de conception, de supervision et d'appui à l'exécution; les nombreuses activités de sensibilisation et de collaboration repoussées en raison de la pandémie; l'achèvement d'évaluations de l'impact en Afrique, en Asie et en Amérique latine; la création de nouveaux bureaux de pays permettant d'étendre le rayon d'action et la présence régionale du Fonds, au titre de dépenses ponctuelles.
10. Les activités stratégiques importantes comprennent notamment l'adaptation actuelle de l'institution face à la situation imposée par la COVID-19 (mise à niveau des infrastructures, salles de conférence hybrides et mesures sanitaires), ainsi que l'ajustement des opérations des programmes aux nouvelles circonstances. Ces activités englobent l'amélioration importante des services médicaux du FIDA et la mise en place de programmes de santé spécifiques; le renforcement de la cybersécurité et de l'infrastructure informatique; des adaptations à la « nouvelle normalité », ainsi que la réalisation d'examen portant sur la qualité des programmes, compte tenu de la conduite à distance des missions de supervision.

IV. Informations actualisées sur la répartition et l'utilisation des crédits reportés

11. Les principes suivants ont guidé la répartition des crédits reportés de 2020:
 - a) contribuer à la riposte à la COVID-19;
 - b) n'entraîner que des dépenses ponctuelles, et peu ou pas de dépenses récurrentes;

- c) présenter un intérêt stratégique ou opérationnel, ou être axé sur la mise en conformité;
 - d) être clairement aligné sur les priorités institutionnelles;
 - e) contribuer à la reprise ou à l'accélération d'activités clés retardées, reportées ou annulées.
12. Le processus de répartition a conduit à définir trois domaines prioritaires: a) questions stratégiques et questions opérationnelles urgentes; b) phase 2.0 du processus de décentralisation; c) réserve stratégique. Chacun de ces domaines comporte des sous-domaines afin que les investissements nécessaires soient réalisés là où il faut au moment opportun. Cette méthode permet aussi de rendre des comptes aux États membres de manière cohérente et instructive.
13. Étant donné le court laps de temps entre l'allocation des crédits reportés et la soumission du présent document, le FIDA s'attelle encore à engager les fonds en vue de l'exécution des activités prévues.

A. Questions stratégiques et questions opérationnelles urgentes

14. Ce domaine prioritaire comprend les éléments suivants:
- i) **Interventions au niveau des programmes (1,4 million d'USD).** Il est envisagé de mener des interventions spécifiques liées aux programmes, des activités supplémentaires et des examens de la qualité pour compléter les principales missions de conception, de supervision et d'appui à l'exécution (plus de 60 missions) réalisées à distance en 2020 en raison de la COVID-19. Les engagements relatifs à cet élément n'ont pas encore pris effet, car l'assouplissement des restrictions applicables aux déplacements est attendu à partir du deuxième trimestre de 2021. Les fonds alloués à cette priorité seront utilisés pour atténuer les risques liés à l'exécution des programmes, préserver les résultats en matière de développement et améliorer les méthodes de conception et de mise en œuvre à des fins d'adaptation aux nouvelles modalités de travail et aux approches de suivi hybrides. La conduite d'examens de la qualité est indispensable, car ceux-ci jouent un rôle majeur en garantissant que ces activités sont menées avec des incidences négatives minimales sur les bénéficiaires et que les avantages en sont durables. Des fonds seront également utilisés pour examiner les opérations et les projets non souverains financés au titre du Mécanisme de coopération Sud-Sud et triangulaire Chine-FIDA, faire progresser la transition numérique de l'agriculture et l'emploi des jeunes, et rendre compte des innovations dans le secteur rural pendant la pandémie, de l'appui fourni à titre exceptionnel aux pays présentant des situations de fragilité, et des invasions de criquets migrateurs africains.
 - ii) **Collaboration institutionnelle et services d'appui supplémentaires (1,2 million d'USD).** En 2020, de nombreuses missions de sensibilisation et de collaboration ont été reportées en raison de la COVID-19. Les fonds alloués à cette priorité permettront de financer des collaborations stratégiques avec les parties prenantes de grandes manifestations de portée mondiale (par exemple, le Sommet sur les systèmes alimentaires, le Forum des peuples autochtones et le Forum paysan), des activités de communication ciblées destinées aux communautés de donateurs et de bénéficiaires et des activités de sensibilisation. Les fonds seront également employés pour financer à titre ponctuel l'établissement de nouveaux partenariats liés aux solutions de financement innovantes et à la collaboration avec le secteur privé.
 - iii) **Renforcement des effectifs et des capacités à l'appui de la continuité des opérations (1,5 million d'USD).** Les fonds sont alloués aux bureaux de pays contraints de fermer leurs portes, pour couvrir les coûts des effectifs temporaires transitoires dans les bureaux de terrain et les coûts connexes liés

au transfert des responsabilités (notamment, les activités d'accueil et de formation et les manifestations diverses à l'intention des nouveaux employés, ainsi que la révision de la planification au niveau des divisions).

Les investissements au titre de cette priorité viseront à ce que la présence plus marquée sur le terrain contribue à garantir une performance optimale, à accroître le nombre de bénéficiaires, et à renforcer la collaboration avec les pouvoirs publics et les partenaires locaux sur le terrain.

- iv) **Achèvement des principales activités d'évaluation de l'impact et d'amélioration de la qualité (1,4 million d'USD).** Les fonds serviront à financer les activités d'évaluation de l'impact retardées en raison de la COVID-19 (en Argentine, aux Îles Salomon, au Malawi, au Mozambique, aux Philippines, en République de Moldova et en Tunisie), et les missions reportées de collecte et de vérification de données. Ils seront aussi utilisés pour déterminer et expérimenter de nouveaux mécanismes de collecte de données adaptés au contexte actuel.
- v) **Stratégies, politiques et gestion des savoirs (0,5 million d'USD).** Les fonds serviront à financer: la conception, l'actualisation et la diffusion de produits du savoir sur la finance rurale, les marchés ruraux et l'agroécologie, et les coûts des manifestations et des travaux de recherche connexes; l'élaboration de stratégies et de politiques innovantes pour l'après COVID-19; la préparation de procédures relatives à l'application de la nouvelle politique ordinaire en matière de dons et d'autres politiques opérationnelles et stratégies institutionnelles du FIDA au titre de la Douzième reconstitution des ressources. Les fonds permettront aussi d'appuyer la mise en place de la nouvelle architecture financière, notamment les activités relatives aux marchés des capitaux d'emprunt avec la conduite éventuelle d'une opération de placement privé, à la suite de l'approbation du Cadre d'emprunt intégré en 2020.
- vi) **Activités d'atténuation des risques dans le contexte de la COVID-19 (0,9 million d'USD).** Les fonds seront employés pour améliorer les services médicaux du FIDA et ses programmes de santé, compléter l'infrastructure et la formation en matière de cybersécurité et achever, au siège et dans les bureaux de pays, les travaux garantissant la sécurité et la sûreté des installations et des environnements de travail (outre l'élaboration de politiques appuyant cette démarche). Les fonds permettront aussi de financer l'assainissement et le nettoyage plus fréquent des bureaux du FIDA, le nettoyage en profondeur des systèmes de ventilation, et la fourniture de gel antibactérien et de matériel de protection individuel. Il faut renforcer les services médicaux pour être en mesure d'offrir aux membres du personnel l'appui dont ils ont besoin pour leur santé physique et mentale, afin de limiter autant que possible les perturbations empêchant le Fonds de s'acquitter de son mandat. Des médecins et des conseillers spécialisés doivent être mobilisés pour offrir aux employés du FIDA les services requis dans le contexte de la pandémie actuelle. La pandémie a rendu le FIDA plus dépendant des outils virtuels, l'exposant à de nouvelles menaces en matière de cybersécurité. La moitié de l'allocation consacrée au renforcement de la cybersécurité servira à l'achat d'un logiciel assurant la sécurisation des connexions à distance, la surveillance des menaces et la prise automatique de dispositions en cas d'incident. L'autre moitié sera utilisée pour financer le recours à des services spécialisés externes de cybersécurité.
- vii) **Raccourcissement des délais de mise en conformité et amélioration de la gestion des données, de la gestion des risques et de la communication de l'information financière (0,3 million d'USD).** Il faut disposer de ressources pour être en mesure de faire appel à des consultants juridiques chargés d'examiner les questions financières, opérationnelles et institutionnelles en attente; rattraper les retards, dus à la COVID-19, dans la

mise en œuvre du plan de travail du Bureau de l'audit et de la surveillance, et assurer la conformité à la norme ISO 20022 sur l'échange de données électroniques, ce qui n'a pas été fait en 2020 à cause de la pandémie mondiale. Des fonds seront également consacrés à la mise en place d'un système de signature numérique et à l'amélioration de la veille économique, par exemple concernant le risque lié au remboursement de la dette.

B. Phase 2.0 du processus de décentralisation

15. Ce domaine prioritaire comprend les éléments suivants:

- i) **Dépenses exceptionnelles de réaffectation, de recrutement et de réinstallation (1,9 million d'USD).** Amélioration de la production et de l'échange de savoirs à l'intention du personnel de terrain, et appui à la réforme du système des Nations Unies (par exemple, mise en œuvre de la nouvelle stratégie des Nations Unies relative aux activités d'appui, pour tirer parti du pouvoir d'achat collectif et optimiser les économies d'échelle). Il s'agit de financer les dépenses exceptionnelles ponctuelles découlant de la réforme accélérée, qui sont associées à la mise en place de ressources humaines opérationnelles, techniques et administratives sur le terrain.
- ii) **Modernisation des bureaux de pays (0,8 million d'USD).** Des coûts supplémentaires, le cas échéant, doivent être pris en charge pour améliorer les capacités, la sécurité, les technologies, les installations et les infrastructures dans les bureaux de pays. Il faut notamment équiper les bureaux d'installations adaptées aux objectifs visés et y mettre en place des modalités de travail hybrides, à la lumière des enseignements tirés de l'expérience relative à la pandémie en cours. L'exécution du plan de mise en œuvre de la phase 2.0 du processus de décentralisation est en passe d'être achevée. L'engagement de fonds en faveur de cet élément est subordonné au plan.
- iii) **Création de nouveaux bureaux de pays (1,2 million d'USD).** Il s'agit d'effectuer des dépenses ponctuelles afin de créer de nouveaux bureaux de pays et d'étendre ainsi le rayon d'action et la présence régionale du Fonds, en vue d'amplifier l'impact en étant plus présent dans les zones de projet et au plus près des bénéficiaires.

C. Réserve stratégique

16. Ce domaine prioritaire se limite à l'élément suivant:

- i) **Prochaines initiatives stratégiques (4,4 millions d'USD).** Le montant habituel du report de crédits (environ 3% du budget) est affecté aux initiatives stratégiques à venir. En 2020, cette tranche d'allocation avait été utilisée pour faire face à tous les aspects de la crise émergente liée à la COVID-19, et pour financer des projets stratégiques comme GeoScan, qui vise à appuyer la planification stratégique dans les pays sur la base de données factuelles. Au titre de ce même domaine prioritaire, en 2021, des fonds seront alloués à l'ouverture d'un nouveau bureau de liaison avec le Japon et à l'extension de la superficie des bureaux sur le terrain de manière à pouvoir accueillir les effectifs locaux supplémentaires associés au processus de décentralisation.

Répartition provisoire des crédits reportés de 2020 et état d'avancement actuel

(en millions d'USD)

	Priorité	En millions d'USD		
		Budget (10% de crédits reportés)	Allocation (9,8% de crédits reportés)	Engagements/ dépenses
Questions stratégiques et questions opérationnelles urgentes	Interventions au niveau des programmes	1,4	1,4	
	Collaboration institutionnelle et services d'appui supplémentaires	1,2	1,2	0,3 ¹
	Renforcement des effectifs et des capacités à l'appui de la continuité des opérations	1,5	1,5	0,7 ²
	Achèvement des principales interventions d'évaluation de l'impact et d'amélioration de la qualité	1,4	1,4	1,1 ³
	Stratégies, politiques et gestion des savoirs	0,5	0,5	
	Activités d'atténuation des risques dans le contexte de la COVID-19	0,9	0,9	
	Raccourcissement des délais de mise en conformité et amélioration de la gestion des données, de la gestion des risques et de la communication de l'information financière	0,3	0,3	0,2 ⁴
Phase 2.0 du processus de décentralisation	Dépenses exceptionnelles de réaffectation, de recrutement et de réinstallation	1,9	1,9	
	Modernisation des bureaux de pays	1,0	0,8	
	Création de nouveaux bureaux de pays	1,0	1,2	
Réserve stratégique	Prochaines initiatives stratégiques	4,7	4,4	
		3,2	1,4	2,3 ⁵

¹ Comprend les concertations au titre du Sommet sur les systèmes alimentaires, la participation à l'élaboration des politiques en Amérique latine et les activités relatives au Forum des peuples autochtones.

² Missions de supervision et d'appui à l'exécution en Amérique latine et en Asie, mise en place de personnel temporaire transitoire en Afrique de l'Est et en Afrique de l'Ouest.

³ Rattrapage du retard concernant la conduite d'évaluations de l'impact aux Îles Salomon, au Malawi, au Mozambique, aux Philippines, en République de Moldova, et en Tunisie.

⁴ Coût du recours à des consultants juridiques chargés d'épauler le rattrapage des retards concernant des questions institutionnelles, financières et programmatiques, en suspens du fait de la COVID-19.

⁵ Le montant correspondant aux prochaines initiatives stratégiques n'est pas encore disponible dans le système.